Albanie : Sali Berisha dénonce le projet de loi sur l’administration publique

Description

Le gouvernement Rama, conforté par la victoire électorale, le 11 mai 2025, du Parti socialiste (PSSh) qu’il dirige, poursuit son processus de réforme de l’administration publique albanaise. Le projet qu’il porte désormais cible également l’armée, la diplomatie et les universités. Cet élargissement n’est pas du goût de Sali Berisha, le chef du Parti démocrate, qui le 22 août lors d’une conférence de presse, a critiqué sévèrement le projet de loi gouvernemental, le qualifiant de « *véritable gâchis, qui, en termes de technique juridique, représente une véritable misère* ».

La réforme placera entièrement ces institutions sous la coupe du Premier ministre alors que jusqu’à présent elles étaient placées sous l’autorité de différents organes, leur conférant davantage d’indépendance. Ainsi, les établissements d’enseignement supérieur dépendent hiérarchiquement à la fois du Conseil des ministres, de la Présidence de la République et de leurs conseils d’administration, tandis que les Forces armées sont placées sous l’autorité du chef d’état-major général, de la Présidence de la République et du Premier ministre. La réforme attribuera à ces institutions un mode de fonctionnement qui n’a pas été prévu par la Constitution et les « *anéantira en tant qu’institutions constitutionnelles* ».

Selon S. Berisha, l’une des principales motivations du gouvernement est de mettre la main sur les biens et le budget dont sont dotées ces institutions, et notamment sur celui de l’armée. Cela fait dire à l’opposant que le projet en cours est « *un acte mafieux très dangereux qui menace la sécurité nationale* ». En effet, l’indépendance de l’état-major général lui permet d’« *élaborer le plan de déploiement des Forces armées en prenant en compte avant tout les risques potentiels d’attaques et les points stratégiques les plus importants* », sans se préoccuper des pressions politiques et des prévisions budgétaires. Le chef du Parti démocrate craint également que les représentations diplomatiques, une fois sous la tutelle du Premier ministre, ne fonctionnent plus que comme des sections du parti au pouvoir et non comme représentant l’Etat albanais dans son ensemble.

Enfin, le placement des universités sous la coupe du seul Premier ministre reviendrait à « *un acte suicidaire pour la liberté académique* » en Albanie.

Sources : *Balkan web, ATA.*

date créée
14/09/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre